

« La Bretagne a les atouts pour rester à la pointe de la recherche maritime »

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

Lecture : 5 minutes.

Scientifiques, acteurs économiques et Nations unies se réuniront à Brest à partir du 10 février pour discuter de la préservation des océans. En un demi-siècle, la pointe bretonne s'est imposée parmi les ténors mondiaux de la connaissance et de la recherche maritimes. L'océanographe brestois Paul Tréguer revient sur cette montée en puissance dont il a été précurseur.



Spécialiste de l'océan Austral et de bio géochimie marine, Paul Tréguer est professeur émérite à l'Université de Bretagne occidentale et à l'Institut universitaire européen de la mer, à Plouzané, près de Brest. Il participera à ce sommet des océans. (Sébastien Hervé/UBO)

Où se situe la pointe bretonne dans le paysage de la recherche océanographique mondiale ?

Nous pouvons nous comparer aux pôles de Southampton (Grande-Bretagne), de Kiel et Bremerhaven (Allemagne), de Bergen (Norvège), de Yokosuka (Japon), Woods Hole et San Diego (États-Unis), ainsi qu'aux instituts émergents de Qingdao (Chine).

Comment expliquer cette montée en puissance des sciences de la mer en Bretagne ?

Elle ne s'est pas faite en un jour ! Il a fallu un demi-siècle pour atteindre ce niveau de compétences et de pluridisciplinarité. On peut remonter au Cnexo, à Brest, dans les années 60, à l'ancêtre de l'Ifremer pour retracer ce cheminement scientifique maritime.

Vous oubliez le Shom et la Marine nationale dans leur connaissance et pratique des océans...

Non, l'antenne du Shom en Finistère y a aussi participé, avant l'arrivée de son siège à Brest. Ce sont véritablement les premiers laboratoires universitaires qui ont fait émerger une envie de travailler

ensemble. En développant une vision planétaire portée à l'international, les structures se sont dotées d'équipements majeurs et de navires. Elles ont formé, puis recruté.

Les Cop précédentes jusqu'à la dernière en date, la 26, n'ont que très peu considéré les océans. Il faut des actions concrètes

Parmi les événements fondateurs, quels rôles ont joué les marées noires qui ont touché la pointe bretonne ?

Oui, c'est sûr, elles ont participé à la dynamique, mais n'ont pas suffi à insuffler la dimension internationale d'aujourd'hui.

Comment s'est jouée cette reconnaissance mondiale ?

Avec le concours de l'IUEM (UBO, CNRS), de SBR (Sorbonne Université CNRS), de la station du MNHN de Concarneau, et des écoles d'ingénieurs dont une partie de l'activité concerne le maritime (principalement : IMT Atlantique, ENSTA Bretagne, École navale...), en coopération avec le centre de Brest de l'Ifremer et le Shom. À noter, à Brest également, la présence de l'Institut polaire français Paul-Émile Victor ; bien que ce ne soit pas un institut de recherche, mais une agence de moyens, sa localisation à Brest est également un atout pour Brest métropole. Dans cet ensemble, l'IUEM est un institut de recherche et d'enseignement supérieur, unique au niveau mondial par sa pluridisciplinarité : droit, économie, géographie, sciences de l'univers et de la vie. Actuellement, 420 personnes y travaillent, en plus de 450 étudiants en master et en thèse.

Vous situez l'accélération de la recherche océanique brestoise à la création de l'Institut européen et universitaire de la mer en 1991 dont vous êtes à l'origine avec quelques autres pionniers de la pluridisciplinarité.

Dans les années 70, il y avait des forces potentielles. Mais c'est l'envie de travailler en commun et d'associer les disciplines qui en ont fait la force indéniable de la pointe bretonne. La création de l'IUEM est le meilleur exemple. On a appris à travailler ensemble et à nous rapprocher des sphères économiques avec la création du Pôle Mer Bretagne Atlantique en 2004 et du Campus mondial de la Mer en 2018.

Pourquoi ce sommet n'aborde volontairement pas la question des ressources minières et de l'exploitation des océans ?

C'est une volonté politique du président Macron. L'océan mondial est pourtant au cœur de trois enjeux majeurs. Les ressources biologiques marines qui doivent être renouvelables, la préservation de la capacité de l'océan à réguler le climat et cette question des ressources minières du fond des océans qui agitent les plus grandes puissances maritimes.

À lire sur le sujet Olivier Poivre d'Arvor : « Des mesures concrètes seront prises au One Ocean Summit à Brest »

Comme la Chine pour ne citer qu'elle ?

Évidemment, les richesses des fonds des océans sont importantes. Tous les pays s'y intéressent. Il faut réussir à poser les enjeux et à aborder ces questions dans le respect de la ressource et du développement durable.

Qu'attendez-vous d'un tel sommet ?

Il peut être une étape pour mettre en place une future Cop des océans. Les Cop précédentes jusqu'à la dernière en date, la 26, n'ont très peu considéré les océans. Il faut des actions concrètes. Étant donné l'urgence climatique, nous espérons avancer l'Année polaire internationale en 2027-2028 plutôt qu'en 2032-2034 avec un renforcement des moyens d'observations des océans polaires.

La recherche se renouvelle sans arrêt. La Bretagne a les atouts pour rester à la pointe de la recherche maritime

Quelle place pour les Bretons à ce sommet ?

Je ne m'étendrai pas sur le sujet. Nous sommes quelques-uns à avoir été sollicités, mais sans doute pas assez au vu des compétences concentrées aujourd'hui à la pointe bretonne.

Notamment face à la Chine qui accélère en matière de connaissances et d'exploitation des océans, la France peut-elle décrocher ?

La recherche est un domaine ultra-compétitif. La Chine a très bien compris l'intérêt de renforcer sa connaissance des océans. En plus de se nourrir de coopération, la science reste aussi une compétition à tous les niveaux. Nous avons l'envie et l'ambition de continuer à la pointe bretonne. Nous avons toujours cette vision globale. L'enjeu de la préservation de ces ressources extraordinaires et leur exploitation dans le développement durable. La notion clé pour la préservation des océans.

À lire sur le sujet Du 9 au 11 février, Brest sera la plaque tournante du One ocean summit

Pourquoi faut-il continuer à coopérer à l'international ?

C'est essentiel pour continuer de progresser et profiter des moyens d'investigations des uns et des autres. Pour assurer une position au top de la recherche au niveau mondial, la poursuite de l'effort de coopération inter-organismes est vitale.

La recherche maritime française peut-elle encore se développer ?

Les développements technologiques sont extraordinaires, grâce aux outils satellitaires, aux sondes, aux systèmes d'information qui permettent de comprendre la variabilité de l'océan à petite ou à très grande échelle. La recherche se renouvelle sans arrêt. La Bretagne a les atouts pour rester à la pointe de la recherche maritime.